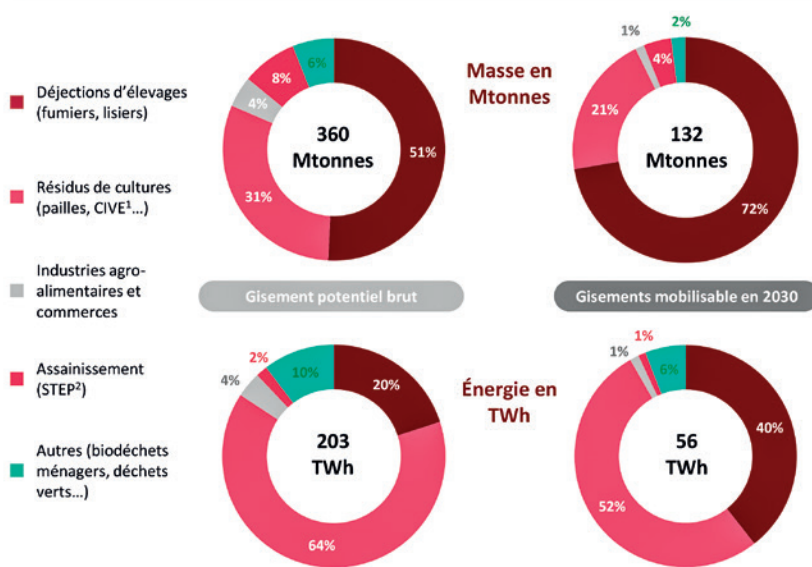


## BIOMÉTHANE: LA FILIÈRE FRANÇAISE DEVIENT LA PLUS DYNAMIQUE D'EUROPE

Le nombre d'unités installées a connu une forte croissance depuis la mise en place des tarifs d'achat en 2014. Cette tendance s'est poursuivie en 2018 avec 32 nouveaux sites d'injection qui représentent une augmentation de 73 % par rapport à 2017 et font de la filière française la plus dynamique d'Europe. C'est ce que révèle l'Observatoire annuel de la filière du Biométhane pour l'année 2018 du Think Tank France Biométhane et de Sia Partners.

### Le potentiel du biométhane en France



© Biométhane

A fin février 2019, 84 unités étaient en service, totalisant une capacité d'injection de 1.320 GWh/an. Le parc est essentiellement composé d'installations agricoles autonomes de faible capacité injectant sur le réseau de

distribution. Ce secteur représente le plus grand gisement de matière organique et les tarifs d'achat offrent une prime plus importante pour les déchets agricoles. De plus, le complément de revenu apporté par la vente

de biométhane est plus sensible pour les exploitants agricoles que pour les groupes agro-alimentaires.

57 % des unités sont concentrées sur les régions d'Ile-de-France, Grand Est, Hauts-de-France et Bretagne mais si l'on exclut la région PACA, la répartition des projets en attente tend à s'homogénéiser sur l'ensemble du pays.

Le nombre de projets en file d'attente a quasiment doublé entre fin 2017 et fin 2018 pour atteindre 661 projets inscrits ayant une capacité cumulée de 14 TWh. Du côté de la demande, la progression du nombre de véhicule roulant au GNC et du nombre de stations-services distribuant du bioGNC accélère depuis 2016. Le développement du marché des Garanties d'Origine représente aussi une perspective de croissance de la demande en gaz renouvelable sur la partie fourniture.

Cependant, souligne, Cédric de Saint Jouan, Président du Think Tank France Biométhane, « le projet de PPE revoit à la baisse les ambitions de développement pour le biométhane. En particulier dans le « scénario bas », les pouvoirs publics fixent un objectif de 14 TWh injectés en 2028, ce qui est bien inférieur à la trajectoire imaginée dans la PPE 2015. L'inquiétude actuelle est très compréhensible dans la mesure où la baisse des prix exigée par les pouvoirs publics ne peut être corrélée qu'à une massification du marché. A court terme, il faut éviter de toucher au système de soutien d'ici 2023. A moyen et long terme, il est important de se préparer à une baisse des tarifs et des coûts de production ».. ●

### EN BREF

- Géosynthétiques: les actes du colloque « Rencontres Géosynthétiques 2019 » sont disponibles en libre téléchargement sur le site internet du CFG à l'adresse : [www.cfg.asso.fr](http://www.cfg.asso.fr)
- Urbanisme: Un guide pratique publié par l'AESN vise à une meilleure prise en compte de l'eau dans les projets d'aménagement et d'urbanisme: maîtrise des eaux de ruissellement par temps de pluie, lutte contre l'érosion des sols, protection des cours d'eau naturels, des zones humides et des zones d'expansion des crues. <http://eau-seine-normandie.fr/>
- Risque inondations: Le CEPRI vient de publier une nouvelle contribution aux réflexions en matière de gestion du risque d'inondation

et d'aménagement du territoire. « La prise en compte du risque d'inondation dans les PLU communaux et intercommunaux » vient s'ajouter à une précédente publication sur la prise en compte du risque d'inondation dans les SCOT. <http://cepri.net/>

- Eau potable: Les questionnements autour du dimensionnement de réseaux d'eau potable, du changement climatique, de l'évolution des structures économiques a amené l'AFB à réaliser un bilan des méthodes de prévision de la demande en eau potable, en analysant les pratiques opérationnelles en France et à l'international ainsi que les innovations proposées par le monde de la recherche <https://www.documentation.eauetbiodiversite.fr>